



HAL
open science

Commonwealth des Nations

Carine David

► **To cite this version:**

Carine David. Commonwealth des Nations. 101 mots pour comprendre l'Australie, 2018. hal-02546492

HAL Id: hal-02546492

<https://hal.science/hal-02546492>

Submitted on 18 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Commonwealth des Nations

Carine David

101 mots pour comprendre l'Australie, in P. Brown et J.-Y. Faberon (dir.)

Ed. CDPNC, p. 222-223

Le Commonwealth ou « Commonwealth des Nations » - à ne pas confondre avec le « Commonwealth d'Australie » qui désigne la fédération australienne – est une organisation gouvernementale originale, créée en 1931 composée de 52 États membres qui sont pour la plupart des anciennes colonies britanniques (à l'exception du Mozambique et du Rwanda). Il représente aujourd'hui 2,4 milliards d'habitants (dont la moitié d'Indiens), soit près d'un tiers de la population mondiale. 36 des 52 membres n'ont pas le monarque britannique comme chef d'État et 30 d'entre eux sont des républiques.

La mise en place du Commonwealth a visé à substituer à l'Empire britannique une communauté de nations incluant le Royaume-Uni, ses colonies, ses protectorats et un groupe d'États : les dominions (incluant alors le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Union Sud-Africaine). Bénéficiant du statut de dominion depuis le 1^{er} janvier 1901, l'Australie est alors un État membre de l'Empire britannique, doté de sa propre Constitution mais non totalement souverain, la Grande-Bretagne gardant le contrôle sur la diplomatie, la citoyenneté, la plus haute instance judiciaire et la Constitution.

La déclaration de Balfour de 1926 et le statut de Westminster de 1931 atténuent substantiellement les pouvoirs de la Grande-Bretagne sur les dominions. En effet, le statut de Westminster a pour conséquence que le gouvernement britannique ne peut plus légiférer pour un dominion, sauf à la demande ou avec l'accord de celui-ci. Néanmoins, les dominions ne peuvent pas modifier leur Constitution sans l'accord du Parlement britannique mais peuvent adopter des lois contraires à la législation qui en est issue. L'Australie, comme la Nouvelle-Zélande, ont cependant tardé à ratifier le statut de Westminster car les gouvernements n'en voyaient pas l'utilité (le statut de dominion leur conférerait déjà une quasi-indépendance) et ils ne souhaitent pas nécessairement affaiblir leurs relations avec la Grande-Bretagne. L'Australie ratifia finalement le statut de Westminster en 1942, avec effet rétroactif à 1939. Elle ne coupa néanmoins définitivement les liens avec le Parlement britannique qu'avec l'adoption de *l'Australia Act* de 1986.

L'adoption du statut de Westminster a par ailleurs eu pour conséquence la création de nouveaux royaumes, distincts du Royaume-Uni, en mettant en place une Couronne pour chaque dominion, distincte de la Couronne britannique. Ainsi en est-il du Royaume d'Australie. C'est ce qui explique qu'aujourd'hui la Reine Elizabeth II est le monarque de l'Australie, indépendamment de sa fonction de chef de l'État britannique.

Le Commonwealth est différent de la plupart des autres organisations internationales gouvernementales. Ce n'est pas une confédération, il n'est pas régi par une constitution, des statuts ou un traité et les États membres n'ont pas d'obligations réciproques : ils sont simplement réunis autour de valeurs, d'institutions et d'expériences partagées et un intérêt

économique commun. Les valeurs communes prônées par le Commonwealth sont notamment l'égalité, la non-discrimination, la démocratie et la primauté du droit. La déclaration d'Harare (Zimbabwe) de 1992 a introduit la préoccupation environnementale et le développement durable dans les valeurs du Commonwealth.

L'action du Commonwealth est basée sur la consultation entre les membres, à travers des échanges et des réunions. Chaque État membre désigne un représentant, appelé « Haut-commissaire » et une réunion des chefs de gouvernement des États membres a lieu tous les deux ans. L'organisation ne dispose d'aucun pouvoir de nature politique ou économique. Elle peut néanmoins décider de suspendre un membre qui ne respecterait pas les valeurs de l'organisation (ce fut le cas de Fidji après les coups d'État de 2000 et de 2006).

Son budget annuel de 50 millions £ (60 millions €) est en conséquence beaucoup plus faible que celui d'autres organisations comme les Nations Unies ou l'Union européenne, voire l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Le chef du Commonwealth est la Reine Elizabeth II. Sa fonction est purement symbolique. Le secrétariat du Commonwealth est un organe permanent du Commonwealth et siège à l'Assemblée générale des Nations Unies en tant qu'observateur.

Les relations entre l'Australie, le Royaume-Uni et le Commonwealth sont principalement d'ordre économique, bien que celles-ci aient été atténuées avec l'entrée du Royaume-Uni dans l'Union européenne.

Depuis le *Brexit*, le mouvement républicain australien a lancé une campagne « *AusExit* », consistant à sortir du Commonwealth, à supprimer l'Union Jack du drapeau australien et à remplacer le monarque britannique par un Président de la République australien.